

Surmortalité : pas de réponse pour l'enquête

SANTÉ. C'est la question que posent trois associations de riverains de sites industriels. Le Sous-Préfet avait promis une réponse en janvier mais ne l'a toujours pas donnée.

Le récent incendie à l'entreprise GDE de Montoir-de-Bretagne est venu rappeler l'urgence de mener une enquête épidémiologique sur la population de la Carene et de Cap Atlantique.

Trois associations et une pétition pour réclamer une enquête

Bien avant ce sinistre et son énorme panache de fumée, des chiffres alarmants sur l'état de santé de la population du bassin nazairien avait incité trois associations (Vivre à Méan Penhoët de Saint-Nazaire, l'association des habitants du village de Gron à Montoir et l'association dongeoise des zones à risques et du PPRT) à lancer une pétition pour réclamer une enquête.

Enquête menée sur le territoire et « qui a révélé des chiffres encore plus alarmants, tant au niveau de la mortalité par cancer qu'au niveau d'une sur incidence des Insuffisances Chroniques Respiratoires Graves avec un taux supérieur de 35 % à la moyenne nationale. Devant ces chiffres,



Incendie à GDE qui n'est pas la seule entreprise à connaître des accidents industriels.

PO

révélés en septembre 2019 par M. le sous-Préfet, l'ensemble de nos responsables politiques ont alors eux aussi exigé en chœur cette enquête épidémiologique que nous demandions et qui leur est apparue soudainement indispensable ! »

Placer des capteurs

Mais aujourd'hui, les trois associations admettent se sentir bien seules face à cette requête. « Une telle enquête

est du ressort de Santé Publique France. M. le sous-Préfet, qui nous a reçus le 10 décembre 2019, nous avait promis une réponse de Santé Publique France avant fin janvier 2020. Nous attendons toujours cette réponse. [...] Nos responsables politiques agissent-ils à leur niveau pour qu'elle se mette en place ou leurs demandes n'étaient-elles que de circonstance ? » Elles promettent de ne pas se résigner devant « cette pollu-

tion acceptée au nom de critères purement économiques et nous continuerons à interpeller les pouvoirs publics et les autorités de santé ». Elles demandent aussi que le territoire de la Carene soit doté de « capteurs ciblant les polluants émis (les particules fines notamment) et ce dans les endroits stratégiques (à savoir là où les polluants sont censés affecter les populations) ».

Marina Cessa.